

3° paragraaf 7 die begint met de woorden "De strafbepalingen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 23 juni 1994" wordt vernummerd tot paragraaf 8.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 22 december 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,  
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waalse Parlement, 735 (2021-2022) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, plenaire vergadering van 22 december 2021.

Bespreking.

Stemming.

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/22883]

**16 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement et transposant la Directive 2020/367 de la Commission du 4 mars 2020 modifiant l'annexe III de la Directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement de méthodes d'évaluation des effets nuisibles du bruit dans l'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, article 1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement ;

Vu l'avis 69.928/2/V du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu le rapport du 20 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Considérant le Règlement (UE) 2019/1010 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur l'alignement des obligations en matière de communication d'informations dans le domaine de la législation liée à l'environnement et modifiant la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement ;

Considérant la Directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement ;

Considérant la Directive 2020/367 de la Commission du 4 mars 2020 modifiant l'annexe III de la Directive 2002/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « et » placé entre les mots « environnement » et « la » est remplacé par le signe « , » ;

2° il est complété par les mots :

« et la Directive 2020/367 de la Commission du 4 mars 2020 modifiant l'annexe III de la Directive 2002/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. ».

**Art. 2.** A l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° bruit dans l'environnement : le son extérieur non désiré ou nuisible résultant d'activités humaines, y compris le bruit émis par les moyens de transports, le trafic routier, ferroviaire ou aérien et provenant de sites d'activités industrielles tels que ceux qui sont répertoriés à l'annexe 23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. » ;

2° il est complété par un 23° rédigé comme suit : « 23° référentiel de données : un système d'information, géré par l'Agence européenne pour l'environnement, qui contient des informations et des données sur le bruit dans l'environnement mises à disposition au moyen de la communication des données nationales et des nœuds d'échange. ».

**Art. 3.** A l'article 5, § 2, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « adoptés » est inséré entre les mots « d'actions » et le mot « sont » ;

2° les mots « chargé de collecter les cartes de bruit et les plans d'actions » sont remplacés par « chargé de les collecter » ;

3° il est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les cartes de bruit, les plans d'actions ainsi que les résumés des plans d'actions adoptés sont transmis à la Commission européenne dans les six mois qui suivent leur adoption par l'autorité compétente. Ces informations sont transmises par voie électronique dans un référentiel de données obligatoire établi par la Commission européenne.

En cas de mise à jour d'informations, il est décrit les différences entre les informations initiales et leur mise à jour ainsi que les raisons de cette mise à jour au moment de la mise à disposition de ces informations dans le référentiel de données. ».

**Art. 4.** L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 octobre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Les ministres visés à l'article 5 établissent au plus tard pour le 30 juin 2022, pour les éléments devant être cartographiés au regard de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007 délimitant les agglomérations et infrastructures devant faire l'objet de cartographie acoustiques pour le 30 juin 2022, puis tous les cinq ans, les cartes de bruit stratégiques montrant la situation au cours de l'année civile précédente, en se basant sur les données les plus à jour :

1° pour toutes les agglomérations ;

2° pour tous les grands axes routiers ;

3° pour tous les grands axes ferroviaires. ;

4° pour tous les grands aéroports. ».

**Art. 5.** A l'article 13 du même arrêté, le mot « mai » est remplacé par le mot « juillet ».

**Art. 6.** A l'article 15 du même arrêté, un alinéa 2 est ajouté et rédigé comme suit :

« Les réexamens et révisions qui, conformément au premier alinéa, auraient dû avoir lieu en 2023, sont reportés et auront lieu au plus tard le 18 juillet 2024 ».

**Art. 7.** A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et adoptés » sont insérés entre le mot « établis » et le mot « , sont » ;

2° les mots « , y compris au moyen des technologies de l'information disponibles » sont insérés après les mots « au public ».

**Art. 8.** L'annexe III du même arrêté est remplacée par l'annexe jointe en annexe.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur dans les dix jours qui suivent sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions et la Ministre qui a l'environnement dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement et transposant la Directive 2020/367 de la Commission du 4 mars 2020 modifiant l'annexe III de la Directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement de méthodes d'évaluation des effets nuisibles du bruit dans l'environnement

### Annexe III

#### MÉTHODES D'ÉVALUATION DES EFFETS NUISIBLES

##### 1. Ensemble d'effets nuisibles

Aux fins de l'évaluation des effets nuisibles, sont prises en considération :

- La cardiopathie ischémique (CPI) correspondant aux codes BA40 à BA6Z de la classification internationale ICD-11 établie par l'Organisation mondiale de la santé ;
- La forte gêne (*high annoyance*, HA) ;
- Les fortes perturbations du sommeil (*high sleep disturbance*, HSD).

##### 2. Calcul des effets nuisibles

Les effets nuisibles sont calculés sous l'une des deux formes suivantes :

- le risque relatif (RR) d'un effet nuisible, défini comme suit:

$$RR = \left( \frac{\text{Probabilité de survenue de l'effet nuisible dans une population exposée à un niveau spécifique de bruit dans l'environnement}}{\text{Probabilité de survenue de l'effet nuisible dans une population non exposée au bruit dans l'environnement}} \right) \text{ (Formule 1)}$$

- le risque absolu (RA) d'un effet nuisible, défini comme suit:

$$RA = \left( \begin{array}{c} \text{Survenue de l'effet nuisible} \\ \text{dans une population exposée} \\ \text{à un niveau spécifique de bruit dans l'environnement} \end{array} \right) \text{ (Formule 2)}$$

##### 2.1. CPI

Pour le calcul du RR, eu égard à l'effet nuisible de CPI et en ce qui concerne le taux d'incidence (i), les relations dose- effet suivantes sont utilisées :

$$RR_{CPI,i,route} = \begin{cases} e^{[(\ln(1,08)/10) * (L_{den} - 53)]} & \text{pour } L_{den} \text{ supérieur à } 53 \text{ dB} \\ 1 & \text{pour } L_{den} \text{ inférieur à } 53 \text{ dB} \end{cases} \text{ (Formule 3)}$$

Pour le bruit du trafic routier.

##### 2.2. HA

Pour le calcul du RA, eu égard à l'effet nuisible de HA, les relations dose-effet suivantes sont utilisées :

$$AR_{HA,route} = (78,9270 - 3,1162 * L_{den} + 0,0342 * L_{den}^2) / 100 \text{ (Formule 4)}$$

Pour le bruit du trafic routier ;

$$AR_{HA,rail} = (38,1596 - 2,05538 * L_{den} + 0,0285 * L_{den}^2) / 100 \text{ (Formule 5)}$$

Pour le bruit du trafic ferroviaire ;

$$AR_{HA,air} = (-50,9693 + 1,0168 * L_{den} + 0,0072 * L_{den}^2) / 100 \text{ (Formule 6)}$$

Pour le bruit du trafic aérien.

### 2.3. HSD

Pour le calcul du RA, eu égard à l'effet nuisible de HSD, les relations dose-effet suivantes sont utilisées :

$$AR_{HSD,route} = \frac{(19,4312 - 0,9336 * L_{night} + 0,0126 * L_{night}^2)}{100} \text{ (Formule 7)}$$

Pour le bruit dû au trafic routier ;

$$AR_{HSD,rail} = \frac{(67,5406 - 3,1852 * L_{night} + 0,0391 * L_{night}^2)}{100} \text{ (Formule 8)}$$

Pour le bruit dû au trafic ferroviaire ;

$$AR_{HSD,air} = \frac{(16,7885 - 0,9293 * L_{night} + 0,0198 * L_{night}^2)}{100} \text{ (Formule 9)}$$

Pour le bruit dû au trafic aérien.

### 3. Évaluation des effets nuisibles

3.1. L'exposition de la population est évaluée indépendamment pour chaque source de bruit et chaque effet nuisible. Lorsque les mêmes personnes sont exposées simultanément à différentes sources de bruit, en général, les effets nuisibles ne doivent pas être cumulés. Toutefois, ces effets peuvent être comparés afin d'évaluer l'importance relative de chaque bruit.

3.2. Évaluation pour la CPI

3.2.1. **Pour la CPI dans le cas du bruit dû au trafic ferroviaire et au trafic aérien**, on estime que la population exposée au-delà des niveaux Lden adéquats encourt un risque accru de CPI, tandis que le nombre exact N de cas de CPI ne peut pas être calculé.

3.2.2. **Pour la CPI dans le cas du bruit dû au trafic routier**, la proportion de cas de cet effet nuisible du bruit dans l'environnement dans la population exposée à un RR est calculée, pour la source de bruit x (trafic routier), l'effet nuisible y (CPI) et l'incidence i, à l'aide de la formule suivante :

$$PAF_{xy} = \frac{\sum_j [p_j (RR_{j,x,y} - 1)]}{\sum_j [p_j (RR_{j,x,y} - 1)] + 1} \text{ (Formule 10)}$$

Où :

- PAF<sub>x,y</sub> est la fraction attribuable dans la population ;
- la série de bandes de bruit j se compose de différentes bandes couvrant chacune au maximum 5 dB (par exemple: 50-51 dB, 51-52 dB, 52-53 B, etc., ou 50-54 dB, 55-59 dB, 60-64 dB, etc.) ;
- p<sub>j</sub> est la proportion de la population totale P dans la zone évaluée qui est exposée à la j-ième bande d'exposition et qui est associée à un RR donné d'effet nuisible spécifique RR<sub>j,x,y</sub>. Le RR<sub>j,x,y</sub> est calculé au moyen des formules décrites au point 2 de la présente annexe, pour la valeur centrale de chaque bande de bruit (par exemple: en fonction des données disponibles, à 50,5 dB pour la bande de bruit définie entre 50 et 51 dB, ou à 52 dB pour la bande de bruit entre 50 et 54 dB).

3.2.3. **Pour la CPI dans le cas du bruit dû au trafic routier**, le nombre total N de cas de CPI (personnes affectées par l'effet nuisible y ; nombre de cas attribuables) dus à la source x est donc :

$$N_{x,y} = PAF_{x,y,i} * I_y * P \text{ (Formule 11)}$$

Pour le trafic routier

Où :

- PAF<sub>x,y,i</sub> est calculé pour l'incidence i ;
- I<sub>y</sub> est le taux d'incidence de la CPI dans la zone évaluée, lequel peut être obtenu à partir des statistiques de santé de la région ou du pays concerné ;
- P est la population totale de la zone évaluée (la somme de la population dans les différentes bandes de bruit).

3.3. **Pour HA et HSD dans le cas du bruit dû au trafic routier, au trafic ferroviaire et au trafic aérien, le nombre N de personnes affectées par l'effet nuisible y** (nombre de cas attribuables) dû à la source x, pour chaque combinaison de source de bruit x (trafic routier, ferroviaire ou aérien) et chaque effet nuisible y (HA, HSD) est donc :

$$N_{x,y} = \sum_j [n_j * AR_{j,x,y}] \text{ (Formule 12)}$$

Où :

- RA<sub>x,y</sub> est le RA de l'effet nuisible concerné (HA, HSD) et est calculé à l'aide des formules indiquées au point 2 de la présente annexe, pour la valeur centrale de chaque bande de bruit (par exemple: en fonction des

données disponibles, à 50,5 dB pour la bande de bruit définie entre 50 et 51 dB, ou à 52 dB pour la bande de bruit entre 50 et 54 dB) ;

- nj est le nombre de personnes exposées à la j-ème bande d'exposition.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2021 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement et transposant la Directive 2020/367 de la Commission du 4 mars 2020 modifiant l'annexe III de la Directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement de méthodes d'évaluation des effets nuisibles du bruit dans l'environnement.

Namur, le 16 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,

Ph. HENRY

La Ministre de l'Environnement, de la Nature,  
de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/22883]

**16. DEZEMBER 2021** — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm und zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2020/367 der Kommission vom 4. März 2020 zur Änderung des Anhangs III der Richtlinie 2002/49/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Methoden zur Bewertung der gesundheitsschädlichen Auswirkungen von Umgebungslärm

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, Artikel 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm;

Aufgrund des am 25. August 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 69.928/2/V;

Aufgrund des Berichts vom 20. Juni 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

In Erwägung der Verordnung (EU) 2019/1010 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juni 2019 zur Angleichung der Berichterstattungspflichten im Bereich der Rechtsvorschriften mit Bezug zur Umwelt und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 166/2006 und (EU) Nr. 995/2010 des Europäischen Parlaments und des Rates, der Richtlinien 2002/49/EG, 2004/35/EG, 2007/2/EG, 2009/147/EG und 2010/63/EU des Europäischen Parlaments und des Rates, der Verordnungen (EG) Nr. 338/97 und (EG) Nr. 2173/2005 des Rates und der Richtlinie 86/278/EWG des Rates;

Aufgrund der Richtlinie 2002/49/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Juni 2002 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm;

In Erwägung der Richtlinie (EU) 2020/367 der Kommission vom 4. März 2020 zur Änderung des Anhangs III der Richtlinie 2002/49/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Methoden zur Bewertung der gesundheitsschädlichen Auswirkungen von Umgebungslärm;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2018 wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort "und" zwischen den Wörtern "Umgebungslärm" und "die Richtlinie" wird durch das Zeichen " ," ersetzt;

2° vor das Wort "umgesetzt" wird folgende Wortfolge eingefügt:

"und die Richtlinie (EU) 2020/367 der Kommission vom 4. März 2020 zur Änderung des Anhangs III der Richtlinie 2002/49/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Methoden zur Bewertung der gesundheitsschädlichen Auswirkungen von Umgebungslärm".

**Art. 2** - In Artikel 4 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"1° Umgebungslärm: unerwünschte oder gesundheitsschädliche Geräusche im Freien, die durch Aktivitäten von Menschen verursacht werden, einschließlich des Lärms, der von Verkehrsmitteln, Straßenverkehr, Eisenbahnverkehr, Flugverkehr sowie Geländen für industrielle Tätigkeiten gemäß Anhang 23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung. ";

2° er wird durch eine Ziffer 23 mit folgender Wortfolge ersetzt: "23° Datenablage: ein von der Europäischen Umweltagentur verwaltetes Informationssystem mit Informationen über Umgebungslärm sowie Daten, die über die nationalen Datenübermittlungs- und -austauschpunkte zur Verfügung gestellt werden. ".

**Art. 3** - In Artikel 5 Paragraf 2 desselben Erlasses, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2018 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° zwischen das Wort "Die" und das Wort "Lärmkarten" wird das Wort "verabschiedeten" eingefügt;

2° die Wortfolge "der mit der Einsammlung der Lärmkarten und Aktionspläne " durch die Wortfolge "der mit deren Einsammlung" ersetzt;

3° er wird um einen Paragrafen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Die Lärmkarten, Aktionspläne und die Zusammenfassungen der verabschiedeten Aktionspläne werden binnen sechs Monaten nach den in Artikel ihrer Verabschiedung durch die zuständige Behörde der Europäischen Kommission übermittelt. Diese Informationen werden auf elektronischem Wege an eine obligatorische Datenablage übermittelt, die von der Kommission eingerichtet wird.

Bei einer Aktualisierung von Informationen werden die Unterschiede zwischen den ursprünglichen und den aktualisierten Informationen sowie die Gründe für die Aktualisierung zum Zeitpunkt der Bereitstellung der Informationen im Datenspeicher dargelegt."

**Art. 4** - Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Oktober 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 10 - Die in Artikel 5 erwähnten Minister erstellen spätestens bis zum 30. Juni 2022 für die Elemente, die im Hinblick auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007 zur Abgrenzung der Ballungsräume und Infrastrukturen, für die bis zum 30. Juni 2022 und danach alle fünf Jahre Lärmkarten erstellt werden müssen, strategische Lärmkarten, die die Lage im vorangegangenen Kalenderjahr auf der Grundlage der aktuellsten Daten zeigen, und zwar:

- 1° für alle Ballungsräume;
- 2° für alle Hauptverkehrsstraßen;
- 3° für alle Haupteisenbahnstrecken; ;
- 4° für alle Großflughäfen."

**Art. 5** - In Artikel 13 desselben Erlasses wird das Wort "Mai" durch das Wort "Juli" ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 15 desselben Erlasses wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Überprüfungen und Überarbeitungen, die gemäß Absatz 1 im Jahr 2023 hätten stattfinden sollen, werden verschoben und finden spätestens am 18. Juli 2024 statt".

**Art. 7** - In Artikel 16 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° zwischen das Wort "ausgearbeiteten" und das Wort "Aktionspläne" wird die Wortfolge "und verabschiedeten" eingefügt;

2° nach dem Wort "verbreitet" wird die Wortfolge ", unter anderem mit Hilfe der verfügbaren Informationstechnologie" eingefügt.

**Art. 8** - Die Anlage III desselben Erlasses wird durch die dem vorliegenden Erlass beigefügte Anlage ersetzt.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass tritt innerhalb von zehn Tagen nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Art. 10** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Dezember 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

---

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm und zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2020/367 der Kommission vom 4. März 2020 zur Änderung des Anhangs III der Richtlinie 2002/49/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Methoden zur Bewertung der gesundheitsschädlichen Auswirkungen von Umgebungslärm

Anlage III

**METHODEN ZUR BEWERTUNG DER GESUNDHEITSSCHÄDLICHEN AUSWIRKUNGEN**

1. Auswahl der gesundheitsschädlichen Auswirkungen

Zur Bewertung der gesundheitsschädlichen Auswirkungen werden berücksichtigt:

- ischämische Herzkrankheit (ischaemic heart disease, IHD) entsprechend den Codes BA40 bis BA6Z der von der Weltgesundheitsorganisation herausgegebenen Internationalen statistischen Klassifikation der Krankheiten und verwandter Gesundheitsprobleme ICD-11;
- starke Belästigung (high annoyance, HA);
- starke Schlafstörung (high sleep disturbance, HSD).

2. Berechnung der gesundheitsschädlichen Auswirkungen

Die gesundheitsschädlichen Auswirkungen werden mit einem der folgenden Werte berechnet:

- dem relativen Risiko (RR) einer gesundheitsschädlichen Auswirkung, definiert als

$$RR = \left( \frac{\text{Wahrscheinlichkeit des Auftretens der gesundheitsschädlichen Auswirkung in einer Bevölkerung, die einem spezifischen Umgebungslärmpegel ausgesetzt ist}}{\text{Wahrscheinlichkeit des Auftretens der gesundheitsschädlichen Auswirkung in einer Bevölkerung, die **keinem** Umgebungslärm ausgesetzt ist}} \right) \quad (\text{Formel 1})$$

- dem absoluten Risiko (AR) einer gesundheitsschädlichen Auswirkung, definiert als

$$AR = \left( \text{Auftreten der gesundheitsschädlichen Auswirkung in einer Bevölkerung, die einem spezifischen Umgebungslärmpegel ausgesetzt ist} \right) \quad (\text{Formel 2})$$

2.1. **IHD**

Für die Berechnung des RR sind in Bezug auf die gesundheitsschädlichen Auswirkungen von IHD und in Bezug auf die Inzidenzrate (i) folgende Dosis-Wirkung-Relationen zu verwenden:

$$RR_{IHD,i,road} = \begin{cases} e^{[(\ln(1,08)/10) * (L_{den} - 53)]} & \text{für } L_{den} \text{ von mehr als 53 dB} \\ 1 & \text{für } L_{den} \text{ kleiner/gleich 53 dB} \end{cases} \quad (\text{Formel 3})$$

für Straßenverkehrslärm.

2.2. **HA**

Für die Berechnung des AR sind in Bezug auf die gesundheitsschädlichen Auswirkungen von HA folgende Dosis-Wirkung-Relationen zu verwenden:

$$AR_{HA,road} = \frac{(78,9270 - 3,1162 * L_{den} + 0,0342 * L_{den}^2)}{100} \quad (\text{Formel 4})$$



für Straßenverkehrslärm;

$$AR_{HA,rail} = \frac{(38,1596 - 2,05538 * L_{den} + 0,0285 * L_{den}^2)}{100} \quad (\text{Formel 5})$$

für Schienenverkehrslärm;

$$AR_{HA,air} = \frac{(-50,9693 + 1,0168 * L_{den} + 0,0072 * L_{den}^2)}{100} \quad (\text{Formel 6})$$

für Fluglärm.

### 2.3. HSD

Für die Berechnung des AR sind in Bezug auf die gesundheitsschädlichen Auswirkungen von HSD folgende Dosis-Wirkung-Relationen zu verwenden:

$$AR_{HSD,road} = \frac{(19,4312 - 0,9336 * L_{night} + 0,0126 * L_{night}^2)}{100} \quad (\text{Formel 7})$$

für Straßenverkehrslärm;

$$AR_{HSD,rail} = \frac{(67,5406 - 3,1852 * L_{night} + 0,0391 * L_{night}^2)}{100} \quad (\text{Formel 8})$$

für Schienenverkehrslärm;

$$AR_{HSD,air} = \frac{(16,7885 - 0,9293 * L_{night} + 0,0198 * L_{night}^2)}{100} \quad (\text{Formel 9})$$

für Fluglärm.

### 3. Bewertung der gesundheitsschädlichen Auswirkungen

3.1. Die Belastung der Bevölkerung ist für jede Lärmquelle und jede gesundheitsschädliche Auswirkung gesondert zu bewerten. Wenn dieselben Personen unterschiedlichen Lärmquellen gleichzeitig ausgesetzt sind, können die schädlichen Auswirkungen in der Regel nicht kumuliert werden. Diese Auswirkungen können jedoch verglichen werden, um die relative Bedeutung jeder Lärmquelle zu bewerten.

#### 3.2. Bewertung für IHD

3.2.1. **Für IHD im Falle von Schienenverkehrs- und Fluglärm** wird angenommen, dass für die Bevölkerung, die mehr als einem angemessenen Lden-Pegel ausgesetzt ist, ein erhöhtes Risiko besteht, eine IHD zu entwickeln, die genaue Anzahl N der IHD-Fälle kann aber nicht berechnet werden.

3.2.2. **Für IHD im Falle von Straßenverkehrslärm** wird der Anteil der Fälle der spezifischen gesundheitsschädlichen Auswirkung in der Bevölkerung, die einem mittels Berechnung auf Umgebungslärm zurückzuführenden RR ausgesetzt ist, für die Lärmquelle x (Straßenverkehr), die gesundheitsschädliche Auswirkung y (IHD) und die Inzidenz i folgendermaßen berechnet:

$$PAF_{x,y} = \frac{\left( \frac{\sum_j [p_j \cdot (RR_{j,x,y} - 1)]}{\sum_j [p_j \cdot (RR_{j,x,y} - 1)] + 1} \right)}{\quad} \quad (\text{Formel 10})$$

Dabei ist

- PAF<sub>x,y</sub> das zurechenbare Risiko für die gesamte Bevölkerung (population attributable fraction);
- der Satz von Bereichen j besteht aus einzelnen Bereichen, die sich über höchstens 5 dB erstrecken (z. B. 50–51 dB, 51–52 dB, 52–53 dB usw. oder 50–54 dB, 55–59 dB, 60–64 dB usw.);
- p<sub>j</sub> ist der Anteil an der Gesamtbevölkerung P in dem bewerteten Gebiet, der dem Bereich j, der mit einem bestimmten RR einer spezifischen gesundheitsschädlichen Auswirkung RR<sub>j,x,y</sub> in Zusammenhang gebracht wird, zugeordnet ist. Die Berechnung von RR<sub>j,x,y</sub> erfolgt anhand der in Nummer 2 dieses Anhangs beschriebenen Formeln für den mittleren Wert jedes Bereichs (z. B. 50,5 dB für den Bereich 50–51 dB oder 52 dB für den Bereich 50–54 dB — je nach Datenverfügbarkeit).

3.2.3. **Für IHD im Falle von Straßenverkehrslärm** ist die auf die Lärmquelle x zurückzuführende **Gesamtzahl N der IHD-Fälle** (Menschen, die von der gesundheitsschädlichen Auswirkung y betroffen sind; Anzahl der zurechenbaren Fälle) somit

$$N_{x,y} = PAF_{x,y,i} * I_y * P \quad (\text{Formel 11})$$

für Straßenverkehrslärm.

Dabei ist

- PAF<sub>x,y,i</sub> berechnet für die Inzidenz i;
- I<sub>y</sub> die Inzidenzrate von IHD in dem untersuchten Gebiet, die aus Gesundheitsstatistiken für die Region oder das Land abgeleitet werden kann, in der/dem das Gebiet liegt;

-  $P$  ist die Gesamtbevölkerung des zu bewertenden Gebiets (die Summe der Bevölkerung in den verschiedenen Bereichen).

**3.3. Für HA und HSD im Falle von Straßenverkehrs-, Schienenverkehrs- und Fluglärm ist die Gesamtzahl  $N$  der Menschen, die von der auf die Lärmquelle  $x$  zurückzuführenden gesundheitsschädlichen Auswirkung  $y$  betroffen sind** (Anzahl der zurechenbaren Fälle), für jede Kombination von Lärmquelle  $x$  (Straßenverkehrs-, Schienenverkehrs- oder Fluglärm) und gesundheitsschädlicher Auswirkung  $y$  (HA, HSD) zu bestimmen:

$$N_{x,y} = \sum_j [n_j * AR_{j,x,y}] \text{ (Formel 12)}$$

Dabei ist

- $AR_{x,y}$  das AR der betreffenden gesundheitsschädlichen Auswirkung (HA, HSD), deren Berechnung anhand der in Nummer 2 dieses Anhangs beschriebenen Formeln für den mittleren Wert jedes Bereichs (z. B. 50,5 dB für den Bereich 50–51 dB oder 52 dB für den Bereich 50–54 dB — je nach Datenverfügbarkeit) erfolgt;
- $n_j$  die Anzahl der Menschen, die dem Bereich  $j$  ausgesetzt ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2021 zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm und zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2020/367 der Kommission vom 4. März 2020 zur Änderung des Anhangs III der Richtlinie 2002/49/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Methoden zur Bewertung der gesundheitsschädlichen Auswirkungen von Umgebungslärm beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Dezember 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/22883]

**16 DECEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 betreffende de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai en tot omzetting van Richtlijn (EU) 2020/367 van de Commissie van 4 maart 2020 tot wijziging van bijlage III bij Richtlijn 2002/49/EG van het Europees Parlement en de Raad wat de vaststelling van bepalingsmethoden voor de schadelijke effecten van omgevingslawaai betreft**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, artikel 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 betreffende de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai;

Gelet op het advies nr. 63.928/2/V van de Raad van State, gegeven op 25 augustus 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport van 20 juni 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op Verordening (EU) 2019/1010 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de onderlinge afstemming van de verslagleggingsverplichtingen op het gebied van de milieuwetgeving, en tot wijziging van Richtlijn 2002/49/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 juni 2002 betreffende de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai;

Gelet op richtlijn 2002/49/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 25 juni 2002 inzake de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai;

Gelet op Richtlijn (EU) 2020/367 van de Commissie van 4 maart 2020 tot wijziging van bijlage III bij Richtlijn 2002/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 juni 2002 inzake de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai ;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 betreffende de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "en" tussen de woorden "omgevingslawaai" en "Richtlijn" wordt vervangen door het teken ",";

2° het wordt aangevuld met de woorden:

" en Richtlijn (EU) 2020/367 van de Commissie van 4 maart 2020 tot wijziging van bijlage III bij Richtlijn 2002/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 juni 2002 inzake de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai."

**Art. 2.** In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° omgevingslawaai : ongewenst of schadelijk geluid buitenshuis dat door menselijke activiteiten wordt veroorzaakt, inclusief lawaai dat wordt voortgebracht door vervoermiddelen, wegverkeer, spoorwegverkeer, luchtverkeer en locaties van industriële activiteiten als ingedeeld in bijlage 23 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.";

2° het wordt aangevuld met een punt 23, luidend als volgt: "23°. "gegevensarchief": een door het Europees Milieuagentschap beheerd informatiesysteem dat informatie en gegevens over omgevingslawaai bevat die beschikbaar zijn gesteld via nationale knooppunten voor gegevensrapportering en -uitwisseling."

**Art. 3.** In artikel 5, § 2, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "aangenomen" wordt ingevoegd tussen het woord "De" " en het woord "geluidsbelastingkaarten";

2° de woorden "die de geluidsbelastingkaarten en actieplannen moet verzamelen." Worden vervangen door "die ze moet verzamelen";

3° het wordt aangevuld met een paragraaf 3 , luidend als volgt:

" § 3. De geluidsbelastingkaarten, actieplannen en samenvattingen van aangenomen actieplannen worden binnen zes maanden na de aanneming ervan door de bevoegde overheid aan de Europese Commissie toegezonden. Deze informatie wordt elektronisch doorgegeven in een verplicht gegevensarchief dat door de Europese Commissie is opgezet.

In het geval van bijgewerkte informatie worden de verschillen tussen de oorspronkelijke informatie en de bijgewerkte informatie en de redenen voor de bijwerking beschreven op het moment dat de informatie in het gegevensarchief beschikbaar wordt gesteld."

**Art. 4.** Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 oktober 2007, wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. De in artikel 5 bedoelde ministers stellen uiterlijk op 30 juni 2022 voor de elementen die overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007 tot afbakening van de agglomeraties en infrastructuren die uiterlijk op 30 juni 2022 het voorwerp van geluidshinderkaarten moeten uitmaken, in kaart moeten worden gebracht, en vervolgens om de vijf jaar, op basis van de meest recente gegevens, de strategische geluidsbelastingkaarten op die de situatie tijdens het voorgaande kalenderjaar weergeven :

1° voor alle agglomeraties;

2° voor alle belangrijke wegen;

3° voor alle belangrijke spoorwegen;

4° voor alle grote luchthavens.”.

**Art. 5.** In artikel 13 van hetzelfde besluit, wordt het woord “mei” vervangen door het woord “juli”.

**Art. 6.** Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt een aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt:

“De herbestuderingen en herzieningen die overeenkomstig het eerste lid in 2023 hadden moeten plaatsvinden, worden uitgesteld en vinden uiterlijk op 18 juli 2024 plaats”.

**Art. 7.** In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “en aangenomen” worden ingevoegd tussen het woord “opgestelde” en het woord “strategische”;

2° na de woorden “onder het publiek” worden de woorden “, mede door middel van de beschikbare informatietechnologieën” ingevoegd.

**Art. 8.** Bijlage III bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 10.** De Minister bevoegd voor mobiliteit en de Minister bevoegd voor leefmilieu zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 december 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

---

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 betreffende de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai en tot omzetting van Richtlijn (EU) 2020/367 van de Commissie van 4 maart 2020 tot wijziging van bijlage III bij Richtlijn 2002/49/EG van het Europees Parlement en de Raad wat de vaststelling van bepalingmethoden voor de schadelijke effecten van omgevingslawaai betreft

## Bijlage III

### BEPALINGSMETHODEN VOOR GEZONDHEIDSEFFECTEN

#### 1. Reeks schadelijke effecten

Voor de bepaling van schadelijke effecten worden het volgende in aanmerking genomen:

— ischemische hartziekten vallend onder codes BA40 tot en met BA6Z van de internationale classificatie ICD-11 van de Wereldgezondheidsorganisatie (IHD);

— hoge mate van hinder (HA);

— hoge mate van slaapverstoring (HSD).

#### 2. Berekening van schadelijke effecten

De schadelijke effecten worden berekend door middel van een van de volgende formules:

— het relatieve risico (RR) van het schadelijke effect:

$$RR = \left( \frac{\text{waarschijnlijkheid van voorkomen van schadelijk effect in bevolking die is blootgesteld aan specifiek niveau van omgevingslawaai}}{\text{waarschijnlijkheid van voorkomen van schadelijk effect in bevolking die niet is blootgesteld aan dat omgevingslawaai}} \right) \text{ (Formule 1)}$$

— het absolute risico (AR) van het schadelijke effect:

$$AR = \left( \text{voorkomen van schadelijk effect in bevolking die is blootgesteld aan specifiek niveau van omgevingslawaai} \right) \text{ (Formule 2)}$$

##### 2.1. IHD

Voor de berekening van het RR, wat het schadelijke effect IHD betreft en met betrekking tot de incidentie (*i*), wordt de volgende dosis/effectrelatie gebruikt:

$$RR_{IHD,i,road} = \begin{cases} e^{[(\ln(1.08)/10) * (L_{den} - 53)]} & \text{voor } L_{den} > 53 \text{ dB} \\ 1 & \text{voor } L_{den} \leq \text{than } 53 \text{ dB} \end{cases} \text{ (Formule 3)}$$

voor wegverkeerslawaai.

## 2.2. HA

Voor de berekening van het AR, wat het schadelijke effect HA betreft, wordt de volgende dosis/effectrelatie gebruikt:

$$AR_{HA,road} = \frac{(78.9270 - 3.1162 * L_{den} + 0.0342 * L_{den}^2)}{100} \text{ (Formule 4)}$$

voor wegverkeerslawaai;

$$AR_{HA,rail} = \frac{(38.1596 - 2.05538 * L_{den} + 0.0285 * L_{den}^2)}{100} \text{ (Formule 5)}$$

voor spoorweglawaai;

$$AR_{HA,air} = \frac{(-50.9693 + 1.0168 * L_{den} + 0.0072 * L_{den}^2)}{100} \text{ (Formule 6)}$$

voor vliegtuiglawaai.

## 2.3. HSD

Voor de berekening van het AR, wat het schadelijke effect HSD betreft, wordt de volgende dosis/effectrelatie gebruikt:

$$AR_{HSD,road} = \frac{(19.4312 - 0.9336 * L_{night} + 0.0126 * L_{night}^2)}{100} \text{ (Formule 7)}$$

voor wegverkeerslawaai;

$$AR_{HSD,rail} = \frac{(67.5406 - 3.1852 * L_{night} + 0.0391 * L_{night}^2)}{100} \text{ (Formule 8)}$$

voor spoorweglawaai;

$$AR_{HSD,air} = \frac{(16.7885 - 0.9293 * L_{night} + 0.0198 * L_{night}^2)}{100} \text{ (Formule 9)}$$

voor vliegtuiglawaai.

## 3. Bepaling van schadelijke effecten

3.1. De blootstelling van de bevolking wordt voor elke lawaaibron en elk schadelijk effect afzonderlijk bepaald. Wanneer dezelfde personen tegelijkertijd aan verschillende lawaaibronnen worden blootgesteld, mogen de schadelijke effecten — in het algemeen — niet worden gecumuleerd. Die effecten kunnen evenwel met elkaar worden vergeleken, om het relatieve belang van elke lawaaibron te kunnen bepalen.

### 3.2. Bepaling voor IHD

3.2.1. **Wat IHD in geval van spoorweg- of vliegtuiglawaai betreft**, wordt de bevolking die wordt blootgesteld aan een niveau van  $L_{den}$  boven het adequate niveau, naar schatting blootgesteld aan een verhoogd risico op IHD, maar het exacte aantal  $N$  gevallen IHD kan niet worden berekend.

3.2.2. **Wat IHD in geval van lawaai van wegverkeer betreft**, wordt het aandeel van de gevallen van specifieke schadelijke effecten in de bevolking die wordt blootgesteld aan een RR dat volgens de berekening wordt

veroorzaakt door omgevingslawaai, afgeleid, voor lawaaibron  $x$  (weg), schadelijk effect  $y$  (IHD), en incidentie  $i$ , door:

$$PAF_{x,y} = \left( \frac{\sum_j [p_j \cdot (RR_{j,x,y} - 1)]}{\sum_j [p_j \cdot (RR_{j,x,y} - 1) + 1]} \right) \text{ (Formule 10)}$$

Waarbij

—  $PAF_{x,y}$  = de aan de bevolking toe te schrijven fractie,

— de reeks  $j$  lawaaibereiken bestaat uit enkele bereiken van maximaal 5 dB (bv.: 50-51 dB, 51-52 dB, 52-53 dB etc. of 50-54 dB, 55-59 dB, 60-64 dB enz.),

—  $p_j$  = het aandeel van de totale bevolking  $P$  in het beoordeelde gebied dat wordt blootgesteld aan het  $j^e$  blootstellingsbereik, dat wordt geassocieerd met een bepaald RR van een specifiek schadelijk effect  $RR_{j,x,y}$ .  $RR_{j,x,y}$  wordt berekend met de in punt 2 van deze bijlage beschreven formules, bij de centrale waarde van elk lawaaibereik (bv.: afhankelijk van de beschikbare gegevens, bij 50,5 dB voor het lawaaibereik van 50-51 dB, of bij 52 dB voor het lawaaibereik 50-54 dB).

**3.2.3. Wat IHD in geval van lawaai van wegverkeer betreft, is het totale aantal  $N$  gevallen IHD (personen die schadelijk effect  $y$  ondergaan; aantal toe te schrijven gevallen) vanwege bron  $x$  dus:**

$$N_{x,y} = PAF_{x,y,i} * I_y * P \text{ (Formule 11)}$$

voor wegverkeer

Waarbij

—  $PAF_{x,y,i}$  wordt berekend voor incidentie  $i$ ,

—  $I_y$  = de incidentie van IHD in het te beoordelen gebied, die kan worden verkregen uit statistieken over de gezondheid van de desbetreffende regio of het desbetreffende land,

—  $P$  = totale bevolking van het te beoordelen gebied (de som van de bevolking in de verschillende lawaaibereiken).

**3.3. Wat HA en HSD in geval van lawaai van wegverkeer, treinverkeer en vliegtuigen betreft, is het totale aantal  $N$  personen die schadelijk effect  $y$  ondergaan (aantal toe te schrijven gevallen) vanwege bron  $x$ , voor elke combinatie van lawaaibron  $x$  (wegverkeer, treinverkeer of vliegtuigen) en schadelijk effect  $y$  (HA, HSD), dus:**

$$N_{x,y} = \sum_j [n_j * AR_{j,x,y}] \text{ (Formule 12)}$$

Waarbij

—  $AR_{x,y}$  = het AR van het desbetreffende schadelijke effect (HA, HSD), en wordt berekend met de in punt 2 van deze bijlage beschreven formules, bij de centrale waarde van elk lawaaibereik (bv.: afhankelijk van de beschikbare gegevens, bij 50,5 dB voor het lawaaibereik van 50-51 dB, of bij 52 dB voor het lawaaibereik 50-54 dB),

—  $n_j$  = het aantal personen dat wordt blootgesteld aan het  $j^e$  blootstellingsbereik.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2021 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 betreffende de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai en tot omzetting van Richtlijn (EU) 2020/367 van de Commissie van 4 maart 2020 tot wijziging van bijlage III bij Richtlijn

2002/49/EG van het Europees Parlement en de Raad wat de vaststelling van  
bepalingsmethoden voor de schadelijke effecten van omgevingslawaaï betreft

Namen, 16 december 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/22886]

**22 NOVEMBRE 2021. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 13 septembre 2017 relatif au formulaire de notification du choix de l'auteur d'étude pour l'évaluation des incidences d'un projet sur l'environnement**

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'article D. 70, § 3 ;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'article R. 72, § 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 septembre 2017 relatif au formulaire de notification du choix de l'auteur d'étude pour l'évaluation des incidences d'un projet sur l'environnement,

Arrête :

**Article unique.** Dans l'arrêté ministériel du 13 septembre 2017 relatif au formulaire de notification du choix de l'auteur d'étude pour l'évaluation des incidences d'un projet sur l'environnement, l'annexe est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Namur, le 22 novembre 2021.

C. TELLIER

---